

Réunion Rapatriés au Ministère des Armées avec Madame Darrieussecq le 28 janvier 2020

Après plus de 5 ans sans aucune réunion plénière avec des représentants des principales associations nationales de Rapatriés Pieds Noirs et le Ministère des Armées et sans aucun signe de concertation durant cette période, madame le secrétaire d'Etat Darrieussecq a organisé une réunion d'échanges le 28 janvier 2020 avec une dizaine d'associations et en présence de fonctionnaires du ministère (en nombre équivalent) et de deux Députés. A travers les différentes interventions, nos principales attentes concernant la mémoire, le respect de la vérité des faits, et la demande d'une juste indemnisation, ont été une fois de plus rappelées. Ce fut certes avec courtoisie, mais souvent avec beaucoup d'émotion et toujours avec l'amertume de voir nos légitimes revendications rester insatisfaites malgré les nombreux documents qui les expliquent et les défendent inlassablement depuis des années. Bien au contraire force est de constater que nous voyons plutôt se multiplier, et particulièrement depuis presque une dizaine d'années, les signes de l'occultation ou la falsification de l'histoire de la présence français en Algérie pendant 132 ans et les offenses publiques à notre mémoire (commémoration officielle du 19 mars, discours de repentance auprès de l'Etat algérien, oubli presque systématique de l'engagement des soldats Pieds Noirs au cours de deux guerres mondiales, etc ...).

Nous avons constaté au cours de cette réunion une bonne écoute et, semble-t-il, la compréhension de beaucoup de nos attentes (on peut espérer que ce ne fut pas une découverte) de la part de Madame Darrieussecq, mais aucun engagement ne fut pris sinon la promesse d'organiser des groupes de travail associations/ministère sur les principaux sujets évoqués, même si la demande d'indemnisation semble ne trouver aucun écho auprès du ministre, sinon hélas un peu d'agacement.

Espérons que les sujets qui demandent peu d'effort financiers, mais une volonté politique et un peu d'empathie, verront à travers ces futurs groupes de travail un début de concrétisation et dans des délais assez courts. Evidemment les événements dramatiques liés à l'épidémie ont repoussé les réunions. Il faudra rattraper le temps perdu avant la fin du quinquennat, sinon nous pourrions le rajouter au précédent pour constater que nous avons été encore complètement ignorés des pouvoirs publics, sinon pour voir se renforcer l'indifférence à notre égard, l'oubli ou le manque de respect de notre histoire et de notre mémoire qui est cependant aussi celle de notre pays.

Gilles Bonnier, représentant du CLAN R à cette réunion.

Le Président Fadda s'est fait excuser car la date de la réunion ayant été modifiée deux fois, il n'a pas pu se libérer le 28 janvier.



Communiqué du ministère des Armées : Mise en place par Geneviève Darrieussecq d'un groupe de travail « rapatriés »

(Paris, le mercredi 29 janvier 2020)

Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Armées, a réuni mardi 28 janvier 2020, à l'Hôtel de Brienne, les principales associations nationales de rapatriés d'Afrique du Nord. En présence des députés Eric Diard et Patricia Mirallès, respectivement président et secrétaire du groupe « rapatriés » à l'Assemblée nationale, les échanges ont porté sur les questions de réparation, de mémoire, de l'entretien des cimetières en Algérie et des disparus. Afin de travailler sur ces différentes thématiques, Geneviève Darrieussecq a décidé de mettre en place un groupe de travail qui réunira, sous la direction de son cabinet, ces associations et plusieurs entités du ministère des Armées notamment : l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG), le Service historique de la Défense (SHD) et la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA). Elle a également décidé de lancer une mission d'évaluation des archives des rapatriés actuellement conservées à Dreux et Luigny (Eure-et-Loir). Sous la direction de l'historien Jean-Jacques Jordi, ces archives seront examinées afin d'en déterminer l'intérêt historique et les perspectives d'utilisation par des chercheurs.

